

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(8^e édition. – Avril 2005)

ACCORD « SALAIRES » DU 18 MARS 2005
(NORD - PAS-DE-CALAIS)

NOR : *ASET0550575M*
IDCC : 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Nord - Pas-de-Calais ;
La chambre syndicale des installateurs électriciens du Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'intersyndicale du bâtiment et des travaux publics CGT-FO ;
L'union régionale construction bois CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 8 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées

par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont arrêté, à compter du 1^{er} avril 2005 :

Pour le niveau I :

- la partie fixe (PF) à : 340 € ;
- la valeur du point (VP) à : 5,3892 €.

Pour le niveau II :

- la partie fixe (PF) à : 340 € ;
- la valeur du point (VP) à : 5,2436 €.

Pour les niveaux III et IV :

- la partie fixe (PF) à : 340 € ;
- la valeur du point (VP) à : 5,135 €.

Article 2

Le barème des salaires mensuels minimaux applicables à compter du 1^{er} avril 2005 est joint en annexe.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Lille et au greffe du conseil de prud'hommes de Tourcoing.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 18 mars 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des salaires mensuels minimaux au 1^{er} avril 2005

Date d'application : le 1^{er} avril 2005

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
I	150	1 148,38
	170	1 256,16
II	185	1 310,07
III	210	1 418,35
	230	1 521,05
IV	250	1 623,75
	270	1 726,45

NB. – Aucun salaire effectif ne doit être inférieur à la garantie mensuelle de rémunération (GMR) et au SMIC.